



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 24 juillet 2025

L'inflation annuelle au Mexique a ralenti à 3,55 % g.a. lors de la première quinzaine de juillet 2025, contre 4,13% g.a. sur la seconde moitié de juin, marquant une décélération plus forte qu'anticipé.

LE CHIFFRE A
RETENIR

3,55 %

Inflation durant la 1^{ère}
quinzaine de juillet
Banxico

Ce repli s'explique notamment par la baisse des prix de certains produits alimentaires comme le poulet, le raisin ou les couches, tandis que d'autres postes, tels que les œufs ou le transport aérien, ont poursuivi leur hausse.

L'inflation sous-jacente, qui reflète la tendance de fond des prix en excluant les composantes les plus volatiles, a également fléchi à 4,25% g.a. (contre 4,28% précédemment), tout en restant au-dessus de l'objectif de 3% de la Banque du Mexique (Banxico). Ce niveau soutenu de l'inflation sous-jacente pourrait inciter l'institution à avancer avec prudence dans l'assouplissement de sa politique monétaire.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

D'après les résultats de l'enquête menée par Citi auprès de 37 institutions financières, les prévisions de croissance du PIB pour 2025 restent inchangées à 0,2 %, un niveau bien inférieur aux estimations initiales formulées en début d'année, qui tablaient sur une hausse de 1 %. Dix institutions, dont BBVA, BNP Paribas et UBS, anticipent même une contraction de l'activité cette année, les prévisions les plus pessimistes atteignant -0,5 %. À l'inverse, Barclays affiche le scénario le plus optimiste avec une progression de 0,7 %. Les attentes d'inflation pour 2025 sont maintenues à 4,0 % tandis que pour 2026, l'inflation est projetée à 3,8 %, au-dessus de la cible de 3 % de la Banque centrale. Ce contexte de croissance modeste et d'inflation toujours élevée conduit les analystes à anticiper une poursuite graduelle de l'assouplissement monétaire : un premier abaissement du taux directeur de 25 points de base est attendu dès août, suivi d'un deuxième d'ici la fin de l'année, pour atteindre 7,50 % fin 2025. À l'horizon 2026, le taux directeur pourrait s'établir à 6,75 %, niveau jugé compatible avec une inflation toujours au-dessus de la cible et une croissance prévue à 1,2 %, également révisée en baisse par rapport à l'enquête précédente.

Le peso mexicain recule légèrement face au dollar après avoir atteint son niveau le plus fort de l'année 2025, dans un contexte de réajustement des marchés. Le taux de change s'est établi à 18,55 MXN pour un dollar ce jeudi 24 juillet, contre 18,53 la veille, soit une dépréciation de 0,07 %, selon les données de Bloomberg. Ce mouvement est attribué en partie à un rebond du dollar américain, qui a retrouvé de sa vigueur après quatre séances consécutives de baisse. Des anticipations d'achats de devises et des ajustements de positions de couverture sur le marché des changes ont également influencé cette évolution. Sur le plan intérieur, la publication de l'indice d'inflation bimensuel inférieur aux prévisions est un facteur clé. Sur la scène internationale, l'incertitude persiste concernant d'éventuels accords commerciaux avec les États-Unis, à une semaine seulement de la date d'application de nouveaux droits de douane. Cette situation pourrait continuer à influencer les projections de change pour le peso. Les autorités monétaires n'ont pas encore formulé de commentaires officiels concernant la performance récente du peso.

Selon les données publiées par l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), l'Indicateur global de l'activité économique (IGAE) est resté stable en mai 2025 par rapport au mois précédent. Ce résultat mensuel décevant contraste avec l'estimation anticipée de +0,3 % et reflète un essoufflement après le rebond observé en avril. Les performances sectorielles ont été contrastées : les activités primaires ont fortement progressé (+3,6 %), soutenues par une bonne dynamique agricole, et les activités secondaires ont enregistré une hausse modérée (+0,6 %), portée notamment par la production industrielle. En revanche, le secteur tertiaire a reculé de 0,4 %, pesant sur l'ensemble de l'indicateur. En glissement annuel, l'IGAE affiche une croissance modérée de 0,4 %. Ce résultat résulte principalement de la bonne tenue du secteur primaire (+5,4 %) et, dans une moindre mesure, des

services (+0,6 %), tandis que l'activité industrielle a légèrement diminué (-0,4 %). Ces données confirment une dynamique modérée de l'économie au deuxième trimestre 2025. Malgré le rebond enregistré en avril, la stagnation observée en mai reflète un rythme de croissance limité, dans un environnement toujours marqué par une forte incertitude économique, tant au niveau national qu'international.

Sectoriel

Les Etats-Unis accusent le Mexique de violer leur accord bilatéral sur le transport aérien signé en 2015. L'administration Trump justifie cette allégation par la réduction unilatérale des créneaux horaires à l'Aéroport International de la ville de Mexico (AICM) et l'interdiction faite aux compagnies de fret d'y opérer, les forçant à se déplacer vers l'Aéroport International Felipe Ángeles (AIFA). En réponse, les États-Unis ont annoncé de nouvelles mesures, exigeant notamment que les compagnies soumettent leurs horaires pour tout vol à destination ou en provenance du territoire américain afin d'obtenir une autorisation préalable. Washington a également menacé de retirer l'immunité antitrust accordée à l'alliance entre Aeroméxico et Delta. Les principales compagnies américaines de fret aérien, FedEx Express et UPS Airlines, ont salué ces annonces. La Cargo Airline Association (CAA) a, quant à elle, qualifié les actions du Mexique - prises sous le gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) - d'injustes et anticoncurrentielles. De son côté, le Mexique défend le transfert des opérations de fret à l'AIFA qui répond à des problèmes de saturation et de sécurité à l'AICM, identifiés en 2023 selon les standards de l'Association du transport aérien international (IATA). Il pointe également la localisation de l'AIFA, au cœur des grands corridors industriels du pays, rejetant ainsi les critiques américaines sur les coûts supplémentaires impliqués par le transfert des activités de fret à l'AIFA. La Présidente Sheinbaum a indiqué que son gouvernement n'avait pas été officiellement notifié par les Etats-Unis au sujet de leurs annonces mais que le fret ne retournerait pas à l'AICM. L'IATA a finalement exhorté les deux pays à entamer un dialogue urgent pour préserver leur accord bilatéral sur les services aériens, essentiel au secteur et à leurs économies respectives. Elle a également affirmé être en contact avec les autorités mexicaines pour promouvoir le respect des normes internationales d'attribution de créneaux horaires, notamment à l'AICM qui est confronté à des contraintes de capacité.

Les ventes de Renault au Mexique auraient augmenté de 3,3 % g.a. au S1 2025. Dans un contexte de forte concurrence des marques chinoises et d'incertitude liée à la politique commerciale américaine, la marque s'attend à maintenir cette croissance sur le marché mexicain. Elle l'a affirmé lors de la célébration de ses 25 années de présence au Mexique ; son directeur-pays, Jesús Gallo, l'a redit : « *l'idée et l'objectif sont d'avoir une marque qui gagne en présence et en pertinence avec tout un réseau de distributeurs qui se renouvellent* ». Pour ce faire, la marque lance une nouvelle ère sous le nom de *Renaultion*, axée sur l'électrification, l'innovation technologique et l'expérience utilisateur. Au Mexique, cela se matérialise par le renouvellement de son portefeuille, notamment avec l'arrivée de nouveaux modèles : *Kardian* et *Arkana*. Pour le moment, la construction d'une usine dans le pays serait toujours en réflexion.

Au T2 2025, le bénéfice net de General Motors (GM) aurait reculé de 35,4 % g.a., principalement en raison de l'impact des droits de douane instaurés par Donald Trump. Le bénéfice net aurait ainsi atteint 1,9 Md USD, et les droits de douane auraient coûté à l'entreprise environ 1,1 Md USD. Malgré des ventes solides d'automobiles, l'action de l'entreprise américaine a chuté de 8,12 % à la Bourse de New York (Wall Street) mardi 22 juillet. Cette chute traduirait la déception des investisseurs face à l'absence de révision à la hausse des prévisions de résultats pour 2025. L'entreprise maintient en effet sa prévision de mai de 10 à 12,5 Mds USD de bénéfice opérationnel pour 2025, contre 15,7 Mds USD envisagés en janvier. Le groupe GM a pour le moment maintenu des prix stables, absorbant ainsi la hausse des coûts liée aux tarifs américains. L'entreprise est cependant en attente d'accords commerciaux entre les Etats-Unis et le Mexique, le Canada et la Corée du Sud – principaux pays exportateurs de véhicules GM vers le marché américain. Par ailleurs, pour faire face, l'entreprise a annoncé un investissement futur de 4 Mds USD pour augmenter la production dans ses usines du Michigan, du Kansas et du Tennessee. Le groupe compte ainsi transférer une partie de sa production aux Etats-Unis, tels que les modèles *Chevrolet Equinox* et *Chevrolet Blazer* actuellement fabriqués au Mexique.

Finances publiques

Le ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP) a récemment annoncé une nouvelle émission d'obligations visant à renforcer la trésorerie de Petróleos Mexicanos (Pemex). Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large visant à améliorer la liquidité de l'entreprise d'État, confrontée à des difficultés de paiement envers ses fournisseurs et à des engagements financiers à court terme. Bien que le montant exact de l'émission n'ait pas été divulgué par le SHCP, des informations de Bloomberg suggèrent qu'il pourrait se situer entre 7 et 10 Mds USD, avec une échéance fixée à août 2030. Ces fonds devraient permettre à Pemex de disposer des ressources nécessaires pour faire face à ses besoins opérationnels immédiats. Cette opération d'obligations s'ajoute aux transferts budgétaires que Pemex a déjà reçus par l'intermédiaire du ministère de l'Énergie. Entre janvier et mai 2025, l'entreprise aurait bénéficié d'environ 4,9 Mds USD, ce qui représente 67 % des ressources allouées pour l'année dans le budget fédéral. Malgré ces efforts de soutien, Pemex demeure l'une des compagnies pétrolières les plus endettées au monde, avec une dette dépassant les 2 000 Mds MXN, soit l'équivalent de 107,9 Mds USD. Cette situation continue d'exercer une pression significative sur les finances publiques mexicaines.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	24/07/2025
Bourse (IPC)	-0,04%	5,16%	56 478,90 points
Change MXN/USD	-1,17%	0,95%	18,54
Change MXN/EUR	0,32%	9,65%	21,83
Prix du baril mexicain	-0,25%	-13,17%	62,75

Amérique centrale

Costa Rica

La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a annoncé une réduction de 25 points de base de son taux de politique monétaire, le ramenant de 4% à 3,75%. Cette décision prise à l'unanimité lors du Conseil d'administration marque le premier ajustement à la baisse depuis octobre 2024, signalant un premier assouplissement de la politique monétaire actuellement en vigueur. L'autorité monétaire a motivé ce geste par des prévisions d'inflation inférieures à 3 % ainsi que par un environnement macroéconomique jugé favorable. En outre, la BCCR estime que cette décision monétaire devrait contribuer à relancer l'investissement et la consommation sans compromettre les prévisions d'inflation, attendues dans la fourchette cible de 2 – 4 % d'ici la moitié de l'année 2026. Toutefois, la BCCR aurait précisé se montrer vigilante face aux incertitudes internationales (tensions géopolitiques, fluctuations des prix du pétrole, etc.) susceptibles de peser sur l'inflation dans les mois à venir.

La plus grande banque privée du Costa Rica, BAC, aurait obtenu un prêt de 200 M USD de la part de la Société Financière Internationale (IFC), membre du Groupe Banque mondiale, afin de renforcer les programmes d'accès au crédit pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Grâce à cette opération — l'une des plus importantes jamais conclues par le groupe bancaire — au moins 30 % des fonds seront destinés aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dirigées par des femmes, tandis qu'au moins 40 % seront consacrés à des projets de construction durable. Il s'agit de la deuxième collaboration entre l'IFC et le groupe BAC en moins d'un an, après une première opération menée avec BAC El Salvador.

El Salvador

Les envois de fonds (*remesas*) vers le Salvador enregistrent une hausse de 29 % g.a. en juin 2025. Selon la Banque Centrale de Réserve (BCR), les *remesas* ont atteint 862,93 M USD le mois dernier. Sur l'ensemble du S1 2025, les transferts de fonds totalisent 4,84 Mds USD, en progression de 17,9 % g.a. Les États-Unis sont à l'origine de plus de 90 % des *remesas*, du fait de l'importante diaspora salvadorienne installée dans le pays. L'incertitude liée à la politique migratoire de l'administration Trump ainsi que l'entrée en vigueur de l'impôt sur les *remesas* à partir de janvier 2026 auraient contribué à leur progression.

Le Salvador a accueilli deux millions de visiteurs étrangers entre janvier et juin 2025. Le ministère du Tourisme (Mintur) prévoit un nombre total de quatre millions de visiteurs d'ici à la fin de l'année. La Banque Centrale de Réserve (BCR) aurait par ailleurs annoncé une croissance de 3 à 4 % g.a. du secteur touristique sur la période. Le Mintur a également réaffirmé son objectif de générer 3 Mds USD de devises liées au tourisme. Le tourisme s'affirme ainsi comme un pilier stratégique de la diversification économique salvadorienne, le pays misant en outre sur le succès de sa politique sécuritaire.

Guatemala

L'Association de l'Industrie du Vêtement et du Textile du Guatemala (Vestex) a revu à la baisse sa prévision de croissance des exportations pour 2025, en raison d'un environnement international moins porteur. L'organisation prévoyait une croissance forte de 7 % pour le secteur, pour un total de 2 Mds USD d'exportations contre 1,9 Md USD en 2024. Néanmoins, le secteur devrait finalement connaître une croissance comprise entre 1 et 2 %. Cette révision s'explique par le recul de la consommation aux États-Unis, principal marché de destination (94 % des exportations du secteur), ainsi que par les incertitudes liées aux droits de douane et à l'inflation. En dépit de ce ralentissement dans le secteur textile, les exportations totales du Guatemala ont continué de croître, enregistrant une progression de 10,5 % en glissement annuel au premier semestre 2025, pour un total de 6,8 Mds USD.

Les investissements directs à l'étranger (IDE) au Guatemala ont augmenté de 17 % g.a. au T1 2025. En effet, selon la Banque centrale du Guatemala (Banguat), les flux entrants se sont élevés à 476 M USD entre janvier et mars, contre 406 M USD sur la même période en 2024. Le ministère de l'Économie, qui avait fixé un objectif annuel de 1,8 Md USD, envisage désormais un dépassement de ce seuil. Sur le plan géographique, l'Amérique centrale et la République dominicaine figurent en tête des investisseurs avec 119 M USD (25 % du total), suivies des États-Unis avec 82 M USD (17 %), puis du Mexique (70 M USD) et de la Suisse (69 M USD), qui contribuent chacun à hauteur de 14 %.

Depuis le début de l'année, les réserves internationales nettes du Guatemala ont augmenté de 18 % g.a., s'établissant à 29,4 Mds USD en juin 2025, contre 24,4 Mds USD à fin 2024. Cette progression bénéficie notamment d'une émission récente de dette de 1,5 Md USD sur les marchés financiers internationaux. La Banque centrale du Guatemala (Banguat) anticipe une poursuite de cette tendance, avec des réserves qui devraient atteindre 30,3 Mds USD d'ici la fin de l'année.

Honduras

L'agence de notation Moody's a confirmé la note souveraine du Honduras à B1, avec une perspective stable. Cette évaluation reflète la résilience de l'économie dans un contexte de tensions électorales, commerciales et migratoires. Moody's met en avant la croissance continue du PIB, la stabilité de la dette publique et le niveau élevé d'investissements sociaux. Les réserves internationales nettes ont atteint 9,2 Mds USD en juin 2025, soit l'équivalent de six mois d'importations.

Le FMI a approuvé la troisième révision du programme économique du Honduras et a débloqué un nouveau versement de 160 M USD. Celui-ci porte à 485 M USD le total des fonds versés depuis la mise en œuvre de l'accord au titre de la Facilité Elargi de Crédit. Le Fonds a salué la conduite rigoureuse des politiques économiques du pays, soulignant notamment le maintien de l'inflation sous contrôle, le renforcement des réserves internationales et la discipline budgétaire. En outre, le FMI aurait également souligné les progrès en matière de politique énergétique ainsi que les efforts de gestion financière de l'entreprise nationale d'électricité (ENEE).

Le Honduras confirme son rôle central dans les exportations de café en Amérique centrale, avec 1,9 Md USD de recettes générées entre octobre 2024 et juillet 2025, contre 1 Md USD sur la même période un an plus tôt. Cette progression de 81 % s'explique principalement par la hausse de 78 % du prix international du café, les volumes exportés n'ayant augmenté que de 3 g.a., pour atteindre 552 000 tonnes, selon l'Institut hondurien du café (Ihcafé). Les États-Unis, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et le Canada concentrent à eux seuls 69 % des exportations honduriennes. Le secteur caféicole demeure un pilier de l'économie nationale, représentant 5 % du PIB et jusqu'à 30 % du PIB agricole.

Panama

Le gouvernement panaméen a annoncé l'agrandissement de la Zone Libre de Colón (ZLC) avec la création d'un nouveau secteur baptisé « New Field », pour un investissement estimé à 500 M USD. Située à proximité de l'aéroport Enrique Jiménez, cette nouvelle zone couvrira 250 hectares et vise à renforcer l'attractivité logistique et commerciale de la ZLC. Le projet s'inscrit dans la dynamique de relance amorcée depuis le début du mandat du président José Raúl Mulino, marquée par l'installation de 241 nouvelles entreprises, un record depuis la création de la zone il y a 77 ans. Le chantier devrait générer plus de 2 600 emplois durant sa phase de construction, et environ 2 100 postes permanents une fois le site opérationnel, avec une priorité accordée à l'embauche locale. À ce jour, plus de 70 % des 14 000 employés de la ZLC sont issus de la province de Colón, qui reste l'une des plus touchées par le chômage (environ 10 %).

Au cours de la première année de mandat du président José Raúl Mulino, la dette publique du Panama a enregistré une hausse notable de 4,48 Mds USD, soit une progression de 8 %, pour atteindre 56,3 Mds USD en juin 2025, contre 51,8 Mds USD un an plus tôt. Cette évolution soulève des interrogations sur la viabilité budgétaire du pays à moyen terme, malgré les engagements répétés de l'exécutif en faveur de la discipline fiscale, illustrés par l'annonce en juin 2025 d'une réduction budgétaire de 2 Mds USD. Parallèlement, les recettes fiscales sont restées en deçà des prévisions, en raison notamment de faibles recouvrements de l'impôt sur les sociétés, les arriérés fiscaux s'élevant à plus de 3,7 Mds USD. Cette sous-performance traduit les faiblesses structurelles de l'administration fiscale, dans un contexte marqué par l'absence de réformes ambitieuses en matière de lutte contre l'évasion et la fraude. Cette trajectoire budgétaire suscite l'inquiétude d'une partie des économistes, qui redoutent un affaiblissement de la consommation, un recul de l'investissement et un ralentissement de la croissance à moyen terme.

Caraïbes

Cuba

L'industrie alimentaire cubaine continue de reculer au S1 2025. Les données préoccupantes sur la production alimentaire mettent en évidence la fragilité du secteur agroalimentaire à Cuba. Dans son intervention à la dernière session de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP), le ministre de l'Industrie Alimentaire, Alberto López, a indiqué que le semestre a été « difficile », avec de résultats négatifs dans presque toutes les branches productives. Au S1 2025, le chiffre d'affaires s'est établi à près de 32 Mds CUP, soit 83 % de l'objectif fixé. Il s'agit d'une baisse de 2,9 % par rapport à la même période de l'année précédente. En ce qui concerne les bénéfices nets, le secteur a atteint 91 % de ce qui était prévu, avec une diminution de 17,5 % g.a. D'après le rapport présenté par le ministre, 17

entreprises ont été déclarées en perte, contre 12 en 2024, pour un montant dépassant 364 M CUP (+217 M en 2024). Le panorama financier est également critique : le secteur fait face à une dette de 35,5 M USD, dont plus de 25 M USD de dettes en souffrance. En matière de production, l'ensemble des filières ont été touchées, à l'exception de l'industrie brassicole (+107 %). La production de viande a ainsi enregistré une diminution de plus de 600 tonnes (-29 %) et la production de café, poste traditionnel d'exportation, continue son déclin avec une production de 2 887 tonnes (23 % du plan fixé). La production de produits laitiers, a, de son côté, reculé de 45,9 %, malgré l'augmentation de la collecte laitière (+12 M de litres). En outre, l'industrie meunière a, quant à elle, diminué de 45%, notamment en raison de la non-arrivée des bateaux de blé prévus. Face à ce scénario, le ministre a évoqué l'impact positif des systèmes d'autofinancement en devises et a insisté sur la nécessité de développer la complémentarité entre le secteur public et les acteurs économiques non étatiques, ce dernier participant à 25 % de la production d'aliments.

Grenade

La Grenade a signé un accord de financement de 35,4 M USD avec la Banque mondiale pour soutenir sa transformation énergétique. Cette initiative vise à diversifier le mix énergétique du pays, réduire sa dépendance aux combustibles fossiles et promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables. Elle s'inscrit dans le cadre du *Caribbean Resilient Renewable Energy Infrastructure Investment Facility* (RREIIF), un mécanisme mis en place conjointement par la Banque mondiale, la Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB) et les États membres de l'Union monétaire des Caraïbes orientales (ECCU), visant à répondre aux défis régionaux communs en matière d'infrastructures énergétiques résilientes, avec un budget total de 115 M USD. La Grenade y joue un rôle de premier plan. Le financement est composé de (i) 13 M USD de crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour gérer les fonds propres dans le mécanisme d'atténuation des risques (RMM) et renforcer les capacités des unités de mise en œuvre de projet (PIU) ; (ii) 21,75 M USD de la Banque mondiale pour l'intégration des énergies renouvelables et la modernisation des infrastructures. Le projet devrait également stimuler la croissance économique, créer des emplois et améliorer l'accès à une énergie durable.

Jamaïque

Depuis le début de l'année 2025, la Jamaïque a accueilli environ 2,3 millions de visiteurs, générant 2,4 Mds USD de recettes touristiques. Le secteur poursuit son expansion, avec une croissance de 2 % au T1 2025, contribuant à une hausse de 1 % du PIB national. Le ministre du Tourisme, Edmund Bartlett, a salué ces résultats, les jugeant en ligne avec l'objectif gouvernemental d'atteindre 5 Mds USD de recettes et 5 millions de visiteurs d'ici la fin de l'exercice 2025/26. Il a également souligné que ces performances témoignent d'une reprise solide du tourisme,

malgré un contexte mondial marqué par des tensions géopolitiques et les effets persistants de l'ouragan Beryl.

République Dominicaine

Dans le cadre de son programme de soutien à la liquidité destiné à stimuler le crédit au secteur privé, la Banque centrale de République dominicaine (BCRD) a déjà décaissé 33 Mds DOP (soit environ 545,5 M USD) sur un total de 81 Mds DOP. Ce dispositif, approuvé en 2025 par le Conseil monétaire, comprend notamment la libération de 19,5 Mds DOP (\approx 322 M USD) de la réserve légale, ainsi que la prolongation de six mois des échéances des facilités de liquidité rapide (FLR) à hauteur de 13,4 Mds DOP (\approx 222 M USD). Les fonds sont octroyés à un taux plafonné de 9 % par an et ciblent les secteurs productifs. Les ressources issues de la réserve légale ont principalement bénéficié au commerce (environ 153 M USD), à la construction (environ 80 M USD) et à l'industrie manufacturière (environ 26 M USD). À ce jour, 682 entreprises, 199 PME et 770 ménages auraient accédé à ces financements dans des conditions plus avantageuses. Ce soutien monétaire intervient dans un contexte de stabilité des prix (objectif de 4,0 % \pm 1,0 %) et d'amélioration de l'inclusion financière, la part des adultes disposant d'un compte bancaire étant passée de 51 % en 2021 à 65 % en 2024.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

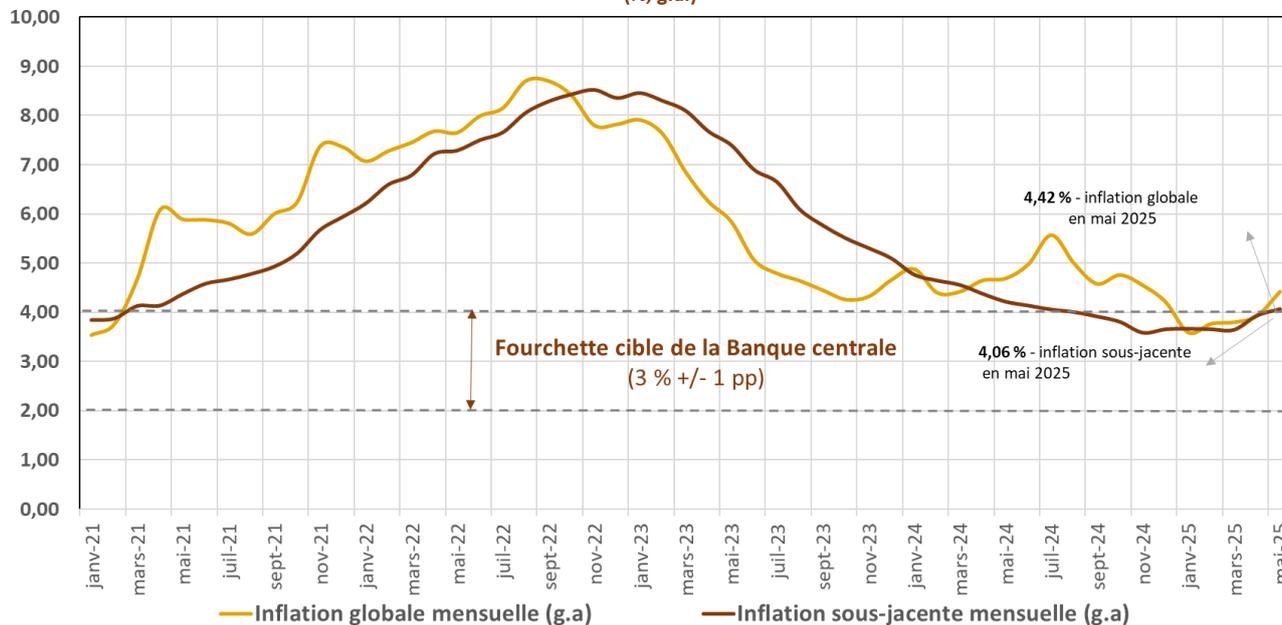
Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,00%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	3,75%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

- Annexe Graphique Mexique -

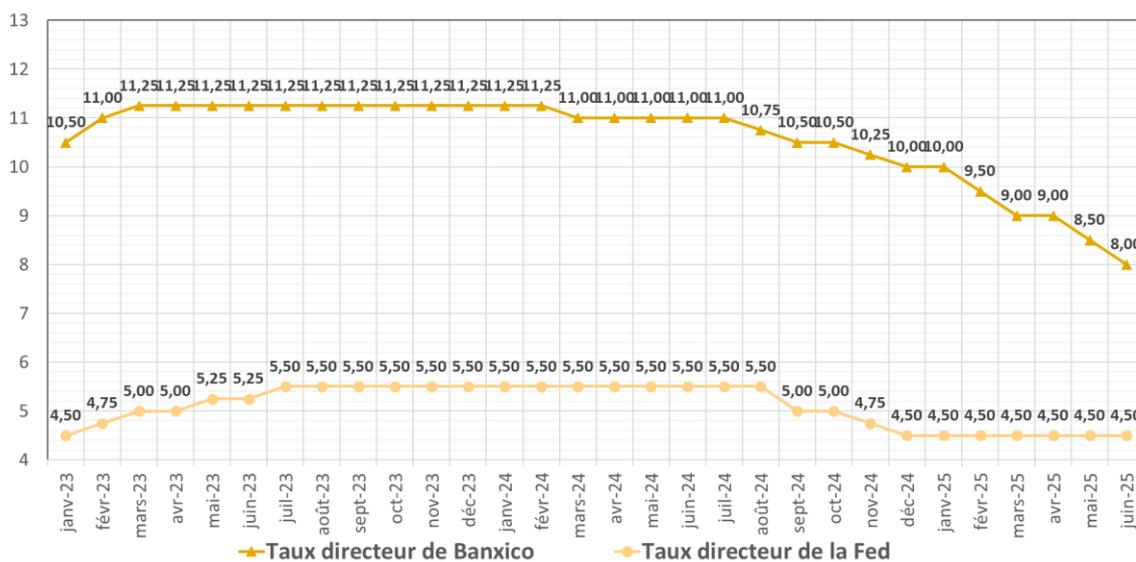
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(% , g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

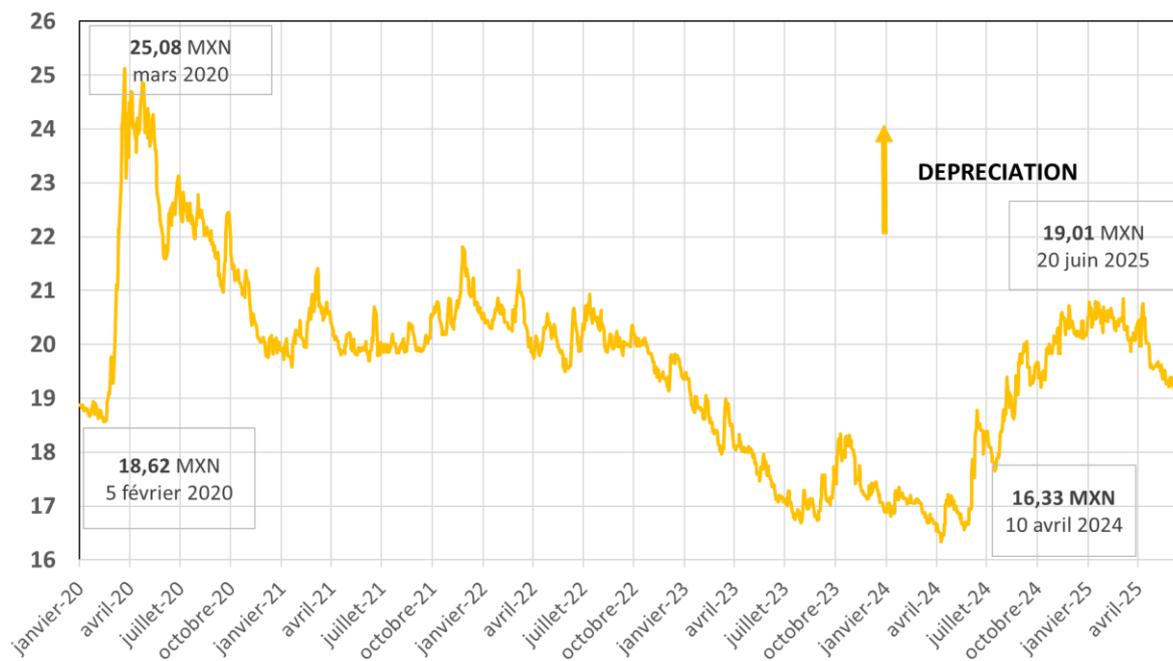


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

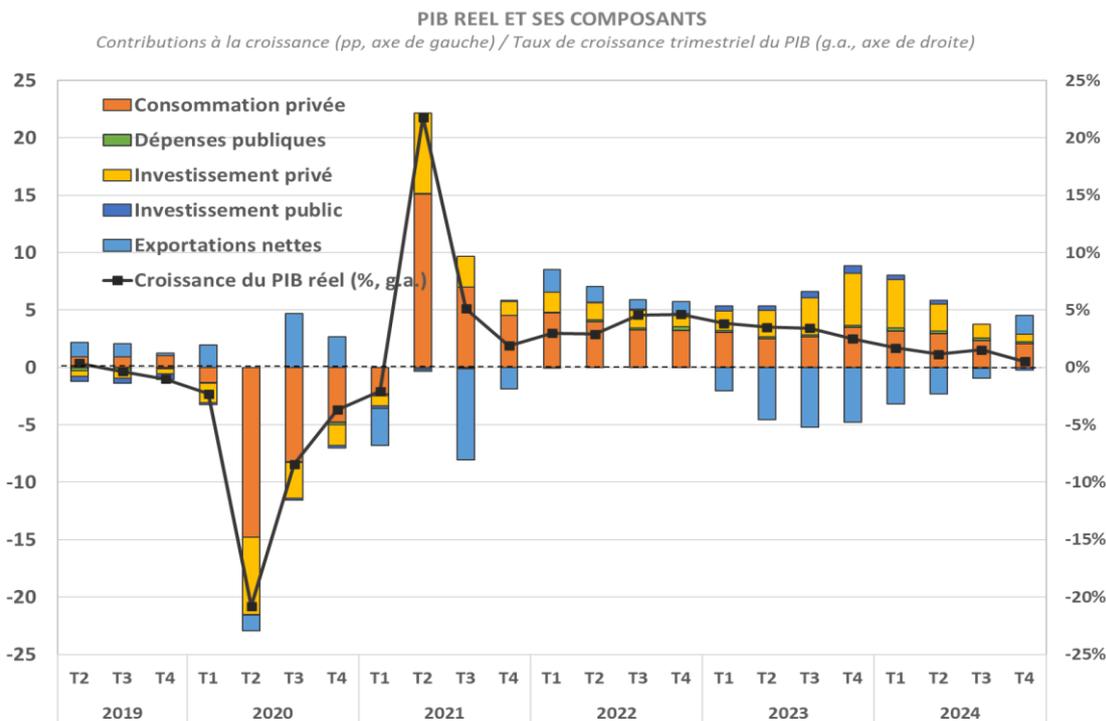
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



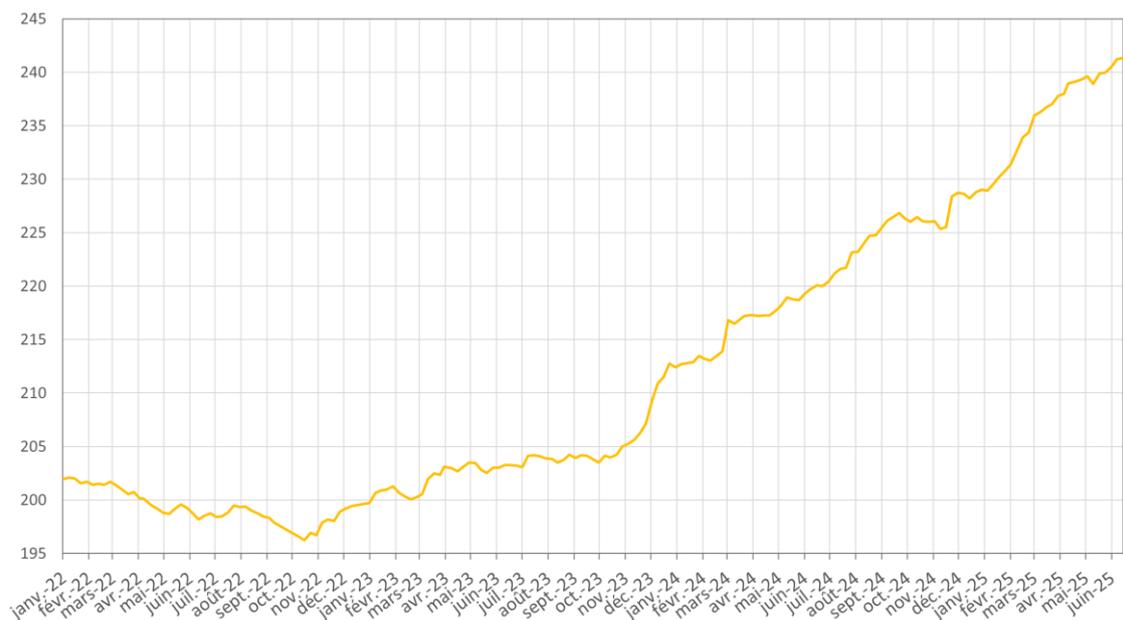
Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr